



Espé en danger !

Vers la désuniversitarisation de la formation

Mardi 24 septembre, s'est tenue une réunion entre le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN) et les organisations syndicales à propos de la réforme de la formation des enseignant-e-s et des CPE. Les pseudo-annonces faites lors de cette réunion confirment dramatiquement les craintes que nous avons depuis plusieurs mois. On va bien un démantèlement des Espé telles que nous les connaissons et une reprise en main par l'employeur, pour mieux « formater » les futurs profs.

Le MEN refuse de faire un véritable bilan des Espé, 5 ans après leur création. Nous avons pourtant des propositions pour améliorer la situation des stagiaires. En particulier il refuse de discuter du volume de stage et de l'utilisation des stagiaires comme moyens d'enseignement. Alors que par ailleurs, on a des informations inquiétantes sur les concours (dissociation 1er/2d degré, report en fin de M2 du recrutement comme fonctionnaire stagiaire), le MEN refuse d'aborder ces points. Il propose de discuter des modalités de formation sans même parler du positionnement du concours.

Il ressort de cette réunion une volonté nette d'extraire la formation du cadre universitaire pour la placer sous la direction hégémonique de l'employeur (les Rectorats).

Deux points sont particulièrement inquiétants :

- les maquettes des Masters MEEF vont être pilotées de manière beaucoup plus cadrée par les Rectorats. Cela remet en cause l'indépendance des formations universitaires et on peut craindre une baisse des enseignements (moins de cours, plus de distanciel dans la droite ligne du nouvel arrêté Licence) et une augmentation du temps en pleine responsabilité dans les établissements.

- davantage de formateurs/trices « Éducation nationale » vont être sollicités, dans le cadre de l'obligation d'un volume de formation assuré par des « intervenants exerçant effectivement devant des classes », c'est à dire des PEMF, des PFA, des tuteurs, des « maîtres d'accueil temporaires », etc. sous la tutelle directe des rectorats et des inspections.

Cela vise très clairement la liberté pédagogique des formateurs (aujourd'hui principalement sous statut universitaire) et cela permettra de ne diffuser que les « bonnes méthodes pédagogiques » imposées par en haut, afin de mieux « formater » les futur-e-s enseignant-e-s. La formation se réduirait en grande partie à un suivi et à une évaluation de stages sous-payés, sans statut de fonctionnaire stagiaire. Plutôt que de préparer les enseignants à un métier de conception, cela revient à les réduire à de simples exécutants afin d'affaiblir leur autonomie et leur liberté pédagogique dans la droite ligne des directives Blanquer. Et cela permet notamment de supprimer des milliers de postes d'enseignant-e-s.

Le MEN prépare en effet un effondrement des postes aux concours de l'éducation nationale en 2019. Le projet de loi de finance 2019 annonce une véritable saignée, avec une diminution de **34,4 % de postes tous concours confondus** (fin des concours réservés, baisse massive des concours internes et externes). Pour 2019, il y aurait 23 360 postes mis aux concours alors qu'en 2018, selon les chiffres du ministère, 35 636 postes ont été proposés, soit **une perte de 12 276 postes !**



Cela ne peut qu'inquiéter sur l'avenir des formateurs à temps plein dans les Espé. Quelle serait leur place dans la nouvelle structure de formation ? Le MEN veut-il renvoyer les PRAG, PRCE et PE affectés en Espé dans les établissements scolaires ? Que vont devenir les MCF et PU ? Le ministère veut-il juste maintenir quelques PU et MC pour assurer un vernis universitaires, l'administratif et propager la « bonne parole » sur les neurosciences et les « humanités numériques » par exemple ?

D'ailleurs, le dernier point annoncé confirme nos craintes. Les directeurs d'Espé seraient sélectionnés par le Ministère, sans que les personnels et les usagers ne puissent exprimer leur opinion à ce sujet. Sur quels critères nommera-t-on ces directeurs ? Leur docilité aux directives venues d'en haut ? Leur capacité à imposer une destruction de la formation ? Leur lien avec la Macronie ?

Au lieu d'améliorer une formation perfectible, ces projets risquent de casser ce qui reste de la formation.

Nous appelons donc les personnels des Espé (Formateurs/trices et BIATSS) à massivement se mobiliser et participer à la grève du 9 octobre.

CGT FERC Sup